

Consultation sur la politique québécoise de la jeunesse

Préparée par Services d'emploi pour les jeunes (YES)
Septembre 2015

En qualité d'organisme sans but lucratif, YES contribue à l'enrichissement de la communauté en offrant des services en anglais pour aider les Québécois à trouver un emploi ou à démarrer ou développer leurs entreprises. Au cours des 20 dernières années, YES a aidé plus de 50 000 chercheurs d'emploi de 16 à 35 ans, entrepreneurs de tous âges et artistes de tous âges et disciplines artistiques partout au Québec.

PRÉAMBULE

Au cours des 20 dernières années, Services d'emploi pour les jeunes (YES) a été le témoin des difficultés, des possibilités et de l'évolution des problèmes des jeunes. Le renouvellement de la Politique québécoise de la jeunesse qui s'oriente vers une politique inclusive, pertinente et fiscalement responsable est louable. Comme l'a déclaré le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, les jeunes doivent demeurer une priorité absolue dans notre société. Grâce à cette consultation, nous espérons que le gouvernement sera à l'écoute, acquerra une meilleure compréhension de la complexité de tous les problèmes que vivent les jeunes et adoptera des plans d'action qui utiliseront non seulement un vocabulaire inclusif, mais qui reconnaîtront l'importance et la réalité des groupes minoritaires (linguistique, visible, culturel) et que l'appui sera équitable pour tous les jeunes.

La réponse de YES à la consultation sur la Politique québécoise de la jeunesse aborde plusieurs thèmes autres que ceux de l'Axe d'intervention III, notamment :

- *Le chômage et le sous-emploi des jeunes et leur impact à long terme sur la Communauté de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) du Québec.*
- *La nécessité d'appuyer également les jeunes sur le point d'intégrer le marché du travail et qui contribueront au renouvellement et à la santé économique à long terme de la main d'œuvre québécoise. Ce groupe a besoin davantage d'appui pour intégrer le marché du travail avec succès.*
- *La nécessité d'une meilleure coordination entre les paliers de gouvernements, ministères et niveaux de gouvernement pour aborder les questions de chômage et de sous-emploi chez les jeunes.*
- *La nécessité d'une meilleure coordination entre les partenaires communautaires qui se penchent sur les problèmes liés au chômage chez les jeunes.*
- *L'importance d'inclure les communautés et groupes communautaires pour aborder les questions de chômage chez les jeunes.*
- *L'impact concret de la législation du gouvernement en matière d'emploi et de questions économiques sur la CLOSM.*
- *Une approche axée sur les nouvelles réalités de l'emploi de la main d'œuvre du 21^e siècle, particulièrement l'impact de la technologie, la disparition de certains secteurs du travail, les méthodologies démodées des conseillers en carrière et les environnements de travail à temps partiel et instables.*

(1) Les priorités d'intervention déterminées par le gouvernement au sein de cet axe d'intervention sont-elles celles sur lesquelles la prochaine Politique jeunesse doit s'attarder au cours des quinze prochaines années?

En raison de la croissance rapide de la mondialisation et de la technologie, l'établissement des interventions et priorités gouvernementales sur une période de 15 ans s'avère un défi de taille. La mondialisation entraîne une plus grande mobilité de la main-d'œuvre qui est en constante évolution et qui subira des changements considérables dans les années à venir. Reconnaissant que le paysage du marché du travail du futur et les conditions de travail des jeunes ont changé et comprennent plus d'emplois à temps partiel, à forfait et à projets (qui mènent souvent à une instabilité de l'économie et de l'emploi), nous devons ajuster les protections et avantages du milieu du travail pour tenir compte de ces changements. Les politiques, règlements et programmes devront tenir compte de cet environnement de travail dynamique et suivre le rythme de ces changements.

Le chômage des jeunes est un problème important au Québec et il l'est encore plus pour la Communauté de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Le taux de chômage des jeunes est plus élevé dans la communauté anglophone du Québec (16,7 %) que celui de la communauté francophone (12,1 %).¹ Ces chiffres ne reflètent toutefois pas toute la réalité de la situation de l'emploi au Québec, car les taux de chômage ne tiennent pas compte des jeunes qui ont quitté le marché de l'emploi, ou de ceux qui sont sous-employés. Pour une société, les conséquences du chômage et du sous-emploi sont déterminantes, car elles ont un impact direct sur la santé générale de la communauté.

Le chômage des jeunes a un effet néfaste sur l'économie canadienne. « Des recherches économiques ont démontré qu'une période de chômage qui survient au moment d'entrer sur le marché du travail est associée à des salaires inférieurs qui perdurent ensuite pendant plusieurs années ». Le chômage des jeunes Canadiens coûtera plus de 23 milliards en perte de salaires au cours des 18 prochaines années.² Le rapport prévient également que l'impact économique ne se limitera pas à la perte de salaires, mais également à la perte de production des jeunes travailleurs qui sont incapables de trouver un travail. La perte est encore plus grande lorsque l'on considère que ces revenus perdus seraient autrement réinvestis dans l'économie.

Au cours des deux dernières décennies, le Québec a systématiquement affiché les plus longues durées moyennes de chômage au Canada, se situant en moyenne à 24,3 semaines en 2013 – soit trois semaines de plus que la moyenne nationale.³ Au-delà de l'importance de la dette à laquelle font face les jeunes qui sont confrontés à de longues périodes de chômage, les jeunes sans travail sont confrontés à certains problèmes secondaires de santé mentale,⁴ de même qu'à des niveaux de criminalité plus élevés.⁵

YES croit que la Politique québécoise de la jeunesse devrait se concentrer sur les priorités établies dans l'axe d'intervention III (c. à d. le chômage des jeunes, les conditions de travail des jeunes, les conditions pour les jeunes souhaitant démarrer une entreprise, la conciliation travail-famille et la mobilité); toutefois, l'accent devra peut-être être élargi et se pencher également sur l'importance du sentiment d'appartenance et de l'implication dans la communauté. Nous devons nous assurer que les jeunes de la CLOSM bénéficient du soutien local et gouvernemental approprié pour les aider à intégrer le marché du travail québécois et contribuer à notre économie. En adoptant une approche proactive, nous pouvons endiguer l'exode des jeunes talents qui quittent le Québec pour s'établir dans d'autres provinces et à l'étranger.

¹ Statistiques Canada. (2014). « Portrait des communautés de langue officielle au Canada: Recensement de 2011 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011. » (N° de catalogue 99-010-X2011043)

² Services économiques TD. (janvier 2013). « Évaluation du coût à long terme du chômage chez les jeunes. »

³ Statistiques Canada. (2014). « Enquête sur la population active, estimations de la durée du chômage selon le sexe et le groupe d'âge. » (CANSIM Table 282-0048).

⁴ Pocock, J. (avril 2013). « *Building Youth Resilience and Community Vitality within Montreal's English-Language Population* » Réseau communautaire de santé et services sociaux.

⁵ Pottie Bunge, V., Johnson, H., Balde, T. (juin 2005). « Exploration des tendances de la criminalité au Canada » Statistiques Canada: ministre de l'Industrie.

(2) Quels sont les défis et les occasions que vous voyez pour les jeunes, dans le contexte où leur arrivée sur le marché du travail se fera à un moment où un grand nombre de travailleurs et travailleuses prendront leur retraite?

L'estimation selon laquelle se sont plus de 1,36 million d'emplois qui seront disponibles en 2022 ne garantit pas les possibilités d'emploi pour les jeunes. Nous devons d'abord nous pencher sur les nouveaux problèmes évolutifs auxquels font face les jeunes. Les jeunes qui détiennent un diplôme universitaire et qui par le passé étaient considérés comme étant hautement employables éprouvent des difficultés à s'intégrer dans l'économie du Québec. On croit à tort que ces jeunes réussiront sans soutien, mais près de trois jeunes chercheurs d'emploi sur quatre qui visitent YES détiennent un diplôme universitaire, une maîtrise ou un doctorat. Cette information nous révèle que l'éducation à elle seule n'est pas garante de succès. Il est tout aussi important d'investir dans les jeunes qui sont sur le point d'intégrer le marché du travail. S'ils ne trouvent pas un emploi qui leur convient au Québec, nous perdrons ces jeunes talents au profit des autres provinces ou pays.

Les jeunes qui font partie de la CLOSM du Québec sont confrontés à plusieurs obstacles avant d'entrer sur le marché du travail. Si ces obstacles ne sont pas surmontés, ils continueront à avoir un impact négatif sur l'intégration et la participation économiques des jeunes. Au nombre de ces obstacles potentiels, mentionnons notamment la barrière de la langue (ne maîtrise pas le français ou l'anglais), le manque de compétences avec les réseaux sociaux et le réseautage, les disparités entre les compétences (l'industrie cherche un ensemble de compétences très spécifiques), l'endettement causé par les prêts étudiants et le chômage ou le sous-emploi, les problèmes de santé mentale causés par un manque d'emploi, et l'absence de choix ou de direction de carrière.

Si cette situation n'est pas résolue, les jeunes Québécois devront faire face à différents obstacles lorsqu'ils intégreront le marché du travail, ce qui pourrait se traduire par une main d'œuvre peu préparée et une instabilité économique :

- a) Avec le développement rapide de la technologie sur le marché du travail, différentes compétences seront nécessaires et prisées. Une formation continue devra être mise en place.
- b) Plusieurs jeunes ont été exclus du marché de l'emploi en raison de leur manque d'expérience de travail et du fait qu'ils n'ont pas eu la formation nécessaire pour réussir, ou qu'ils sont sous-employés ou qu'ils n'ont pas eu l'occasion d'acquérir l'expérience nécessaire.
- c) Nous sommes en présence d'un manque de mentorat et d'intendance, et d'un manque d'engagement dans la succession d'entreprises.
- d) Plusieurs entreprises et certains secteurs industriels deviendront désuets en raison de la technologie et d'autres facteurs.
- e) Les différences culturelles et générationnelles auront une incidence sur la nouvelle génération de travailleurs, qui est plus compétente sur le plan technologique et remplacera la génération plus ancienne. Nous sommes actuellement en présence de cinq générations sur le marché du travail. Les compétences générales devront être développées chez les jeunes.

Québec devient rapidement le carrefour culturel des nouvelles entreprises de technologies et nouveaux médias, ce qui attire l'intérêt des jeunes de la province qui la perçoivent comme un endroit pour y vivre et y travailler. Ceci représente une occasion remarquable, mais ce groupe a besoin de soutien pour développer ses réseaux, acquérir des compétences linguistiques et acquérir les compétences nécessaires pour réussir la transition entre l'école et le travail. Ils ont également besoin de l'aide de conseillers en carrière qui sont familiers avec les besoins actuels et futurs du marché du travail.

Il y aura également plusieurs occasions d'emploi et d'entrepreneuriat pour la prochaine génération de jeunes, mais les jeunes doivent d'abord être préparés et prêts à l'emploi. Nous devons développer une formation des compétences transférables et offrir plus d'occasions d'apprentissage et de soutien professionnels pour nous assurer de développer une main-d'œuvre plus résiliente, intégrée, flexible et créatrice. Ces services devront également être offerts aux jeunes dans leur langue maternelle.

(3) Comment assurer la plus grande participation possible des jeunes issus de l'immigration au marché du travail et comment assurer que leurs compétences seront reconnues et valorisées?

Le Québec affiche de loin le taux de chômage le plus élevé chez les immigrants (14 %). On y trouve également un écart de chômage plus grand entre les immigrants et les non-immigrants que dans toute autre province. Selon le quotidien *The Globe and Mail* (21 décembre 2012), « Toute personne née à l'extérieur du Canada et qui est arrivée [au Québec] dans la dernière décennie est deux fois plus susceptible d'être sans emploi, et cet écart augmente considérablement pour les immigrants qui sont arrivés dans les cinq dernières années ».

Bien que l'aide aux personnes les plus à risque d'un point de vue socioéconomique soit important, nous devons également investir dans les jeunes qui ont le potentiel de réussite le plus élevé pour contribuer à l'économie du Québec et à la santé et la vitalité future de la communauté. Nous avons besoin d'attirer et de retenir des jeunes éduqués et talentueux et de leur offrir le soutien pour s'assurer que ceux qui souhaitent demeurer au Québec en aient la possibilité et puissent y trouver un emploi. YES a offert des services à 492 nouveaux arrivants lors de son exercice financier de 2014-15. Ceci représente 1 chercheur d'emploi sur 5 qui visite YES et pourtant, aucun financement n'est attribué pour appuyer ces nouveaux arrivants en anglais.

Plusieurs jeunes viennent au Québec pour travailler dans l'industrie des nouveaux médias et dans les arts, et ils possèdent les compétences et le désir de demeurer au Québec. Ce qu'il leur manque ce sont des aptitudes en français (plusieurs nouveaux arrivants viennent de pays où l'anglais est la première langue officielle ou la deuxième après leur langue maternelle). L'attestation officielle des nouveaux arrivants continue également d'être une tâche complexe et onéreuse. Nous devrions les aider à identifier leurs compétences transférables et créer plus d'occasions de réseautage pour les nouveaux arrivants.

Trouver un emploi est une question de réseau. Les nouveaux arrivants ont des réseaux limités. Plus de 80 pour cent de tous les emplois sont trouvés par le biais du réseautage et la communauté est essentielle pour aider ces personnes à avoir accès à ce marché caché de l'emploi. Le rôle des groupes communautaires qui jouent le rôle de partenaires viables et critiques est souvent négligé et sous-estimé. Les jeunes, particulièrement ceux des communautés anglophone et culturelle, se tourneront vers leurs communautés ou les groupes communautaires pour obtenir du soutien, mais souvent ceux-ci manquent de ressources. Parmi ceux-ci, plusieurs sont des organismes locaux créés par des communautés pour répondre à des besoins spécifiques. Plusieurs de ces organismes, qu'ils soient en centres urbains ou ruraux ne disposent pas des ressources nécessaires pour régler les problèmes d'emploi des jeunes. Trouver des services d'emploi en anglais est un défi pour les nouveaux arrivants et ceux-ci sont limités pour diverses raisons, mais ces services sont absolument nécessaires pour assurer une intégration réussie sur le marché du travail et dans l'économie.

(4) Quels sont les rôles respectifs du gouvernement, des acteurs du secteur privé et des établissements collégiaux et universitaires pour encourager la conciliation entre la famille et le travail ou les études?

Développement social Canada (2004) suggère qu'un équilibre est atteint entre la famille, le travail et les études lorsque la participation dans chacun de ces domaines n'entrave pas les autres au point de causer « peine, stress ou impact négatif ». Les personnes qui ont atteint l'équilibre dans ces domaines ont généralement une meilleure qualité de vie et une meilleure santé, tant physique qu'émotionnelle.

Malheureusement, l'équilibre entre la famille, le travail et les études s'est détérioré pour plusieurs jeunes du Québec et du Canada. Dans le monde trépidant dans lequel nous vivons, plusieurs individus sont stressés en raison des contraintes de temps et de la culpabilité de ne pas être en mesure de remplir un de leurs rôles (père, mère, étudiant et employé) à son plein potentiel. Une recherche antérieure a démontré que jusqu'à un travailleur moderne sur deux est stressé par le déséquilibre⁶ et que les conséquences sont élevées à la fois pour les employés et les employeurs. Du point de vue de l'employeur, il en résulte en une baisse de productivité, une augmentation de l'absentéisme et plus de demandes d'indemnisation.⁷ Pour les individus qui font face à ces inégalités, ce déséquilibre peut se traduire par plusieurs problèmes d'ordre social et de santé : plus haut niveau de stress, dépression situationnelle, anxiété, épuisement et baisse de la satisfaction de vivre.

Le gouvernement, le secteur privé et le système d'éducation devraient reconnaître le fardeau que ces rôles multiples peuvent jouer sur ces individus et leur famille, et offrir un soutien approprié pour les aider à atteindre un équilibre. Ceci pourrait se traduire par des interventions d'un groupe de soutien pour développer la résilience des jeunes chercheurs d'emploi qui souffrent de dépression situationnelle liée au chômage. Les initiatives de mentorat qui font la promotion de l'avancement des femmes en science, technologie, ingénierie et mathématiques doivent également prendre en considération la conciliation travail et famille et s'assurer que les femmes disposent de chances égales d'occuper des postes très bien rémunérés et assortis de plus de responsabilités et d'un plus grand pouvoir décisionnel.

Quant à la population active en général, des politiques plus sensibles à ces questions devraient être mises en place et permettre aux employés de prendre du temps libre pour régler les problèmes familiaux, parfaire leur éducation ou se perfectionner. Le gouvernement pourrait également s'assurer que des politiques offrant des protections de base pour tous les employés soient mises en place. De plus, l'éducation devrait demeurer abordable et accessible pour tous ceux qui souhaitent poursuivre des études universitaires.

Les politiques devraient également refléter les changements aux données démographiques des jeunes et de la main d'œuvre d'aujourd'hui. Le rapport de la Politique québécoise de la jeunesse identifie les jeunes comme étant âgés de 15 à 29 ans, mais comme les jeunes demeurent à l'école plus longtemps, ont des enfants plus tard et considèrent l'entrepreneuriat comme une option plus tard dans leur vie, les programmes et discussions devraient inclure les jeunes jusqu'à 35 ans. L'âge de ceux qui veulent démarrer une entreprise augmente lorsque les options d'emploi sont plus limitées, particulièrement dans les communautés anglophones et pour les nouveaux arrivants.

⁶ Duxbury, L., & Higgins, C. (octobre 2001). « *Work-Life Balance in the New Millennium: Where Are We? Where Do We Need to Go?* » Document de consultation RCRPP No. W12. Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.

⁷ Hunsley, T. (octobre 2013). « Conciliation travail-vie dans un contexte de vieillissement de la population ». Horizons de politiques Canada.

(5) Quels sont les meilleurs moyens de développer l'employabilité des jeunes?

Le chômage des jeunes est une question complexe qui relève de plusieurs instances gouvernementales (programmes fédéraux pour les jeunes, Emploi Québec), immigration (nouveaux arrivants), santé (problèmes de santé mentale découlant du chômage ou du sous-emploi), développement économique (entrepreneuriat), éducation (formation) et niveaux de gouvernement – provincial (emploi, éducation, immigration) et fédéral (plusieurs ministères essaient de favoriser la création de plus de programmes pour l'emploi, mais sont entravés par les ententes provinciales/fédérales). Une approche à paliers et ministères multiples est nécessaire pour réussir à régler les problèmes de chômage chez les jeunes. Des politiques et programmes concrets qui ne sont pas limités par les paliers de gouvernement et les ministères sont nécessaires pour répondre efficacement au chômage et au sous-emploi des jeunes. L'emploi ne devrait pas être limité à une seule agence gouvernementale.

La majorité des agences paragouvernementales n'offrent pas de services bilingues ou d'aucuns ont l'impression qu'elles n'offrent pas de services bilingues. Selon un rapport⁸ préparé par Qu'Anglo en 2012, « Les anglophones sont réticents à frapper aux portes des institutions et organisations s'ils perçoivent qu'ils ne recevront pas de services en anglais ». Ceci devient un obstacle de taille lorsque vient le moment d'inciter les communautés anglophones à demander de l'assistance ou à faire appel aux programmes institutionnels. De plus, lorsque quelqu'un est en situation de crise, comme dans le cas où de nombreux jeunes se retrouvent sans emploi, ils ont besoin de recevoir des services dans leur propre langue.

Une plus grande coordination entre les écoles, entreprises, groupes communautaires et gouvernements s'avère nécessaire pour nous assurer de bien préparer nos jeunes pour le marché du travail, tant du point de vue des compétences générales que spécialisées. Il n'existe pas suffisamment de programmes et cours en anglais pour ceux qui souhaitent apprendre un métier, et les programmes de stage et apprentis sont souvent difficiles d'accès pour les anglophones. Le programme de stage de YES, qui est appuyé par Emploi et développement social Canada (EDSC), aide les jeunes à acquérir une expérience de travail précieuse dans leur champ d'études tout en aidant les entreprises locales à trouver des individus qualifiés et orientés vers leur carrière pour réussir sur le marché concurrentiel d'aujourd'hui. Depuis les débuts du programme il y a neuf ans, nous avons obtenu un taux global de rétention des stagiaires de 92 %. Ce qui est de loin un des meilleurs investissements des deniers gouvernementaux.

Enfin, les changements récents apportés par Emploi Québec permettront de concentrer le financement du gouvernement sur les prestataires d'aide sociale et d'assurance-emploi. Ces changements affecteront de manière différente les organisations qui desservent les CLOSM du Québec. Lorsque des changements de direction ou politique sont implantés par Emploi Québec, aucune consultation n'est effectuée pour connaître l'impact précis que ces changements auront sur les CLOSM. Plus de consultation avec les organisations travaillant dans ce domaine est nécessaire, et plus particulièrement auprès de celles desservant les jeunes, les minorités linguistiques et les minorités visibles. Proportionnellement, il n'y a que peu de services d'emploi qui appuie la communauté anglophone, c'est pourquoi l'ensemble des compressions ou changements aux programmes et services offerts à la communauté pour aider les problèmes d'emploi a un impact encore plus important.

⁸ Qu'Anglo. (2012). « *Regional Development of English Language Entrepreneurial Services.* » Étude de faisabilité préparée par Service d'emploi pour les jeunes (YES).